

Assemblée générale mercredi 29 janvier à 10h30 Amphi A36.02

Grève le même jour et manifestation à 14h00 place Zeus

**SNESUP-FSU UM, SNCS-FSU, CGT UM, SNTRS CGT, FO ESR,
Solidaires Etudiant-e-s, Sud recherche EPST, Sud Éducation**

60% de français demandent le retrait de la contre-réforme des retraites

Vendredi 24 janvier : encore des centaines de milliers dans les rues !

Rien n'est joué : retrait du projet de loi Macron/Philippe !

Historique : la mobilisation contre la réforme des retraites en est à son 54ème jour. Malgré toute la propagande du gouvernement pour présenter la réforme comme indispensable et indolore, les collègues ne sont pas dupes : si le gouvernement veut supprimer les régimes et la règle de calcul sur la base des 6 derniers mois de traitement dans la fonction publique, c'est bien pour satisfaire l'objectif de baisse

générale des pensions.

Ainsi, le conseil d'Etat vient d'affirmer dans son avis du 25 janvier : le nouveau système « retire aux assurés une forme de visibilité sur le taux de remplacement prévisible qui leur sera appliqué, dans la mesure où la pension n'est plus exprimée à raison d'un taux rapporté à un revenu de référence mais à une valeur de service du point définie de manière à garantir l'équilibre financier global du système. » [\[1\]](#)

C'est la confirmation de ce que disaient les organisations syndicales depuis le début : la valeur du point sera bien adaptée aux « contraintes d'équilibre », dont le gouvernement aura la maîtrise exclusive. Le même avis déclare « contraire à la constitution » l'article 1 renvoyant à des lois de programmation (en l'occurrence la LPPR) la garantie de niveau de retraite des fonctionnaires. C'est bien un pilier de notre protection sociale qui sautera !

Plus que jamais, tant dans le public que dans le privé, la résistance continue de s'exprimer inlassablement, sans trêve ni découragement : nous étions encore 6000 dans les rues de Montpellier ce vendredi 24 janvier (600 000 dans toute la France), avec un cortège important de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ils voulaient le pourrissement, ils ont l'enracinement !

Et maintenant : la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) !

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement vient de franchir un pas en dévoilant une réforme pour la recherche qui serait une catastrophe : tout en agitant la possibilité d'augmenter les rémunérations de certaines carrières par le biais de primes, le gouvernement entend aller jusqu'au bout de la logique des appels à projet et

de la précarité en associant l'emploi aux projets de recherche sur le court terme. En proposant une nouvelle voie de recrutement dite « Tenure track », il fragilise le statut des maîtres de conférence et chargés de recherche qui à terme pourraient n'être recrutés que par la seule voie contractuelle, et non plus statutaire.

Réunis en AG sur le site de Triolet, 70 personnels ont discuté du contenu et une motion finalement votée exige le retrait de ces mesures et que de véritables moyens budgétaires soient donnés à la recherche, dans le cadre du respect des statuts.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous appelons nos collègues à poursuivre la mobilisation, à ne rien lâcher. Les organisations syndicales se tiennent disponibles pour aider à réunir les personnels partout où c'est possible (service, labo...) et à y adopter des motions reprenant les revendications comme l'a fait l'IMAG. Elles appellent à la grève pour le mercredi 29 janvier, comme partout en France.

Nous profitons de cette communication pour informer du fait suivant : lors des vœux de la ministre Vidal, Gilles Martinet a été blessé par les forces de l'ordre alors qu'il manifestait pacifiquement. Nous condamnons la répression débridée qui tend à devenir la norme. Nous exprimons notre solidarité à Gilles et exigeons que s'arrêtent l'intimidation et la répression. Celles-ci non seulement n'entament en rien la détermination à être entendus, mais au contraire, rajoutent de l'exaspération et de l'indignation.